

## **CAPSULE MÉTHODOLOGIQUE**

*Dr Stéphane Le Queux, Senior Lecturer, Griffith University (Australia)*

A propos de la recherche sur le syndicalisme et l'altermondialisme

### Recherche appliquée à un « acteur collectif » : de la complexité d'une évidence

Un problème fondamental lorsqu'on développe la recherche sociologique sur l'acteur syndical est qu'on se trouve aux prises avec un « acteur collectif » au sens conjoint des deux termes : c'est-à-dire qu'il y a du « jeu » (politique), autant à l'externe, dans la représentation publique, dans le rapport aux institutions, dans la définition des champs de rapport de force, dans les modalités de prise de parole, etc., qu'à l'interne, dans l'édification et la communalisation de cette parole collective, dans la définition des enjeux, l'agrégation des intérêts et des valeurs, la gestion des territoires et des alliances, etc. ; il s'agit bien d'un acteur « pluriel ».

Et cette remarque est loin d'être anodine car la complexité est à la fois de savoir quelle est la valeur de la parole externe, ce qui demande du décodage, et quelle est la parole valable : la parole officielle, la parole militante, la parole dissidente ou dissimulée, à quel niveau et par qui ? L'un dans l'autre, l'exigence méthodologique première est donc de s'intéresser aux processus de construction, de contestation, de négociation, de légitimation et d'exposition, souvent dédoublée, de cette parole collective.

Le même problème se présente, en fait, dans l'étude des nouveaux mouvements sociaux, sinon que la difficulté s'accroît du fait qu'il s'agisse d'un « collectif de collectifs » qui n'a pas encore de parole institutionnalisée ni de processus de fixation de cette parole – ce qui constitue d'ailleurs l'enjeu ou le *reality test* à l'horizon immédiat du mouvement altermondialiste : la mise en place d'un rapport de force exige le passage au politique qui induit lui-même l'élaboration d'une programmation et donc d'une unité ; constat relevé, pratiquement mot pour mot, par le leadership militant au dernier Forum Social Européen (FSE) tenu à Londres, octobre 2004. Le mouvement altermondialiste en est ainsi semble-t-il arrivé au point charnière où il doit affronter sa pluralité, qui est sa marque constitutive, et s'inventer des moyens d'intégration pour devenir un « acteur », faute de quoi il risque de faire la toupie sur lui-même.

Le problème se dédouble encore, on le devine mieux sous cet angle, quand on entreprend d'étudier les rapports entre l'acteur syndical et le mouvement altermondialiste – d'où la remarque pertinente de Philippe Pochet lors d'un séminaire du CRIMT qui s'interrogeait sur la possibilité d'aménager le pluralisme des mouvements sociaux dans le pluralisme syndical; sachant de surcroît qu'ils rivalisent pour la prise de possession

de la parole contestataire, qu'ils s'entrechoquent dans l'échiquier politique et institutionnel dans le même temps que leurs bases militantes s'entremêlent.

Sans trop épiloguer, le tout rend explicable certaines positions contradictoires sinon schizophréniques tel que la présence de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) à la fois à Davos et à Porto Alegre, ou le fait que la Confédération Européenne des Syndicats (CES) se déclare en faveur du projet de Traité de Constitution Européenne, porteur (d'après la parole officielle) d'une « avancée sociale », tandis que ses composantes nationales présentes au FSE se joignent à l'appel de mobilisation des altermondialistes pour lui faire obstacle...

Expliquons nous : la CES, « structure avant l'action » selon l'expression consacrée<sup>1</sup>, est d'abord une bête institutionnelle qui tient pour grande part sa raison d'être de la construction européenne. La raison populaire n'est pas son lot premier. De fait, elle n'entretient qu'un rapport médiatisé avec « ses » bases, pour lequel elle doit s'en remettre à ses syndicats affiliés dans un rapport qui, lui-même, n'est en rien préalablement acquis : il peut aussi bien être consensuel qu'indifférent ou conflictuel ; dans tous les cas il est transigé. Faible dans l'échange politique, au sens où elle ne peut brandir par elle-même la menace contestataire, la CES n'a d'autre option, vu ainsi, que celle du « oui » d'un syndicalisme de troisième voie. Or, le syndicalisme européen ne se résume pas, loin s'en faut, à la CES, comme IGmetall à Bruxelles n'est pas IGmetall face à ses membres en Allemagne qui n'est pas forcément non plus IGmetall s'exprimant au FSE. Ce qui permet au syndicalisme européen d'entretenir l'ambiguïté et de jouer sur plusieurs tableaux, du moins temporairement.

Si, dans les mots de John Monk, son Secrétaire Général, la question du mouvement social n'est pas à ce jour une question « centrale » pour la CES<sup>2</sup>, elle a du moins l'avantage de jeter un éclairage critique sur les tensions et les contradictions qui animent l'acteur syndical européen. Et celles-ci seront d'autant plus pesantes et peut-être politiquement désavouées que les altermondialistes sauront monter en puissance. Sauf qu'il est bien incertain que cela puisse se produire sans un soutien appuyé des forces syndicales et que le mouvement social européen, en retour, est bien en peine de savoir s'il doit ou s'il peut forger son unité au sein du pluralisme syndical : comme quoi il y a des évidences qui sont complexes !

Quelles implications pratiques en termes de méthodes et quelles conséquences lourdes en matière sociologique ?

Lors d'un séminaire méthodologique organisé par le CRIMT, j'avais débuté ma présentation sur l'étude des interfaces entre le syndicalisme et les mouvements sociaux par une boutade : « je n'ai pas de problème méthodologique, c'est la méthodologie qui fait problème ». Je voulais dire

par là que le choix de l'appareillage méthodologique, quantitatif vs qualitatif, questionnaire ou études de cas, etc., ne me semblait pas l'obstacle premier à résoudre. La méthodologique faisait problème en regard d'éléments clés : la représentativité, la capacité d'explication et la possibilité de généraliser.

La diversité remarquable des groupes altermondialistes fait en sorte qu'il est difficile de cerner quels sont les acteurs représentatifs et qu'il est impossible d'être exhaustif ; sans compter que ce sont souvent des organisations en réseaux, des groupes à géométrie variable, à engagements informels, ponctuels et multiples. Autrement dit, on se trouve dans un jeu de systèmes ouverts qui pourrait faire penser, par analogie, au problème de l'incomplétude des systèmes exposé par le mathématicien Kurt Godel. Question pratique : quels sont les acteurs en cause : Via Campesina, Attac, No Vox, Resistance, la CLAC, la Souris Verte, Ya Basta!, Disobbediente, Rete Lilliput...? Le premier réflexe sociologique est donc celui d'opérer une taxinomie, de regrouper les groupes par famille, puis de qualifier plus en détail les familles par affinités politiques, référents et valeurs. De tels travaux, indispensables, sont en cours<sup>3</sup>.

Seulement, aussi nécessaires qu'ils soient, les typologies ne suffisent pas, en tant que telles, pour l'explication. Le deuxième réflexe sociologique, banal dans l'énoncé mais autrement ardu dans la pratique, est donc de démêler les acteurs pertinents ; et cela ne peut se faire, à des fins explicatives, qu'en fonction de l'appréciation de leur connexion avec l'objet d'étude – entendu ici comme les intersections entre acteur syndical et altermondialistes – et en fonction d'enjeux transversaux, qu'ils soient circonstanciels comme le Traité de Constitution Européenne énoncé ci-dessus ou à caractère davantage heuristique, contestation versus régulation... A partir de là, c'est de la soupe : il s'agit de les situer (vis-à-vis des autres dans l'échiquier politique, mais aussi en rapport de leur propre histoire et idéologie) toute en prenant en compte leur propre hétérogénéité, les factions ; il s'agit aussi d'en identifier les traits caractéristiques, sans négliger les dissidences porteuses de radicalité et d'innovation, autant dans les discours que dans les pratiques. Et cela vaut autant pour les altermondialistes que pour les syndicats. Une stratégie originale est de suivre les réseaux affinitaires<sup>4</sup> autant que les structures apparentes, réseaux qui se manifestent plus clairement autour d'événements symboliques (ex. comité anti-Zléa au Sommet des Amériques 2001). En dernier lieu, je crois que le comparatif (de pays à pays) permet de mieux différencier le minoritaire, l'anecdotique des tendances lourdes, le nouveau du déjà vu et d'interroger le contradictoire. A vrai dire, compte tenu que les nouveaux mouvements sociaux, quand ils ne sont pas internationaux, sont le plus souvent à vocation internationaliste, il serait difficile de justifier une approche qui évacue cette dimension.

La question de la généralisation renvoie à des questions plus lourdes. Résumons-nous la donne du problème: ni homogénéité, ni possibilité de complétude, une dynamique interactive ou interdépendante d'acteurs collectifs et des acteurs, par définition, en mouvement. Il y a, me semble-t-il, deux façons de s'en sortir.

La première est de privilégier une approche « constructiviste<sup>5</sup> » ; ce qui a pour implication, d'une part, de se défier des préjugés idéaux-typiques et d'assumer le poids des idiosyncrasies et des contextes ; ce qui exige, d'autre part, une certaine intimité avec l'objet d'étude (d'où l'utilité de l'observation participante et l'obligation matérielle voire éthique mais non partisane de restreindre les cibles de la recherche). En l'occurrence, pour l'exemple, l'analyse constructiviste permettrait d'analyser les mouvements contestataires en fonction d'une ligne de démarcation (*fault line*), les réformateurs versus les révolutionnaires, et de points de ralliement (*sticking points*) autour d'un ensemble cohérent d'enjeux et de valeurs, le rejet du libéralisme et un humanisme...

La seconde est justement d'en revenir aux principes holistiques de la tradition humaniste, en mimétisme à l'objet d'étude, soit d'essayer de lire le pluriel dans l'indignation et les révoltes au singulier ; plutôt que de comptabiliser des parties une à une pour faire un tout, voir en chacun ce qu'il y a d'universel, c'est-à-dire croire en l'homme. Les deux ne sont pas incompatibles, au contraire.

---

<sup>1</sup> Martin, A. and G. Ross (1999) *The brave new world of European labor: European trade unions at the millennium*, New York, Oxford: Berghahn Books.

<sup>2</sup> Elle avait « boudé » le premier FSE à Florence, seuls quelques officiels s'y étaient rendus, mais à titre personnel ; elle avait consenti à envoyer une délégation du comité CES-jeunes pour un atelier conjoint avec la CGT-jeunes au FSE de Paris, c'est-à-dire sans trop de conséquences; elle était invisible à Londres, laissant le soin à ses affiliés, en particulier UNISON d'offrir une vitrine syndicale.

<sup>3</sup> Voir par exemple, Sommier, I. (2003) *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion.

<sup>4</sup> Selon une technique « en branches » qui sied bien au caractère organique des réseaux, soit x qui recommande x1 et x2 qui eux-mêmes recommandent x<sup>n</sup>, technique simple et efficace qui me fut suggérée par Paul K. Edwards.

<sup>5</sup> Ref Apples and Oranges